SITUATION DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 AU MALI

Au cours du 1er trimestre 2021, la situation épidémiologique de la COVID-19 a connu une forte flambée passant de 7983 cas confirmés en fin janvier à 8376 cas en fin février et à 10501 cas à la fin du mois de mars. Au cours de la même période, une augmentation des cas de guérison a été observée avec 5717 cas, 6298 cas et 6959 cas respectivement en janvier, février et mars.

Le nombre de district sanitaire touché par la pandémie est passé de 49 en janvier à 50 en février et 54 en mars sur les 75 au total.

Le district de Bamako concentrant 63,8% des cas confirmés en janvier ensuite 63,5% en fin février puis 64,5% en fin mars. Il est suivi de la région de Koulikoro avec 12,2% % en janvier, 12,3 en février et 13,3%, en mars et la région de Tombouctou avec 7,3%, 7,1% et 5,7% respectivement en janvier février et mars et la région de Mopti avec 4,0%, 4,1% et 3,8% respectivement en en janvier février et mars. Les communes 6, 5, 4, 2 du District de Bamako les Districts sanitaires de Kalabankoro, Tombouctou et Kéniéba sont les plus affectés par l'épidémie dépassant tous 400 cas confirmés.

La situation épidémiologique reste une préoccupation au regard de la multiplication des cas et le relâchement dans le respect des mesures barrières et l'acceptation de la vaccination par les populations.

Carte 1 : Répartition de cas de Covid 19 par District Sanitaire

Graphique 1 : Évolution des cas de COVID – 19 de janvier 2021 à mars 2021
**SITUATION SÉCURITAIRE**

Les incidents sécuritaires se poursuivent dans l'ensemble du pays mais avec une particularité pour les régions du centre et du Nord du pays. Selon ACLED, 483 incidents sécuritaires ont été recensés durant le 1er trimestre 2021 et ayant causé 977 décès. Plus de la moitié des incidents (279) ont été enregistrés dans les régions de Mopti et de Ségou et 157 incidents dans le Nord (Gao, Tombouctou, Menaka et Kidal).

Entre janvier et mars 2021 le nombre des incidents enregistré sur un mois a baissé dans toutes les zones d'insécurité majeur sauf à Gao. En moyenne, le nombre d'incidents au cours d'un mois est passé de 21 en janvier à 14 en mars 2021.

**Methodologies**

L’approche méthodologique aussi bien adaptive qu’évolutive a associé des techniques mixtes prenant à la fois en compte les aspects aussi bien qualitatifs que quantitatifs. L’échantillon de cette enquête mVAM dérive de l’échantillon aléatoire stratifié à 2 degrés des enquêtes ENSAN qui ont la Section d’enumération (SE) - ou aire statistique de localisation géographique - pour unité primaire de sondage et le ménage comme unité secondaire. La base de sondage mVAM étant constitué de la liste des 58,219 numéros de téléphones valides des ménages acceptant d’être recontactés à la suite des 9 cycles d’enquêtes ENSAN conduits entre 2016 et 2020, des enquêtes de suivi post-distribution réalisées par le PAM et ses partenaires.

Les résultats présentés dans ce bulletin sont fondés sur une triangulation des informations issues de:

- De l’analyse des données collectées par téléphone dans le cadre de l’enquête mVAM, sur un échantillon de 1751 ménages soit une moyenne mensuelle de 583 ménages répartis à travers tout le pays durant période allant du 1er janvier 2021 31 Mars 2021.

**Disponibilité alimentaire**

Les disponibilités en céréales et en légumineuses ont été moyennes de janvier à mars 2021 avec toutefois la baisse saisonnière liée à l’épuisement habituel des stocks dans les ménages producteurs à travers le pays. Cependant, les perturbations des mouvements des personnes et des biens en lien avec l’insécurité dans les régions du Centre et du Nord du pays particulièrement dans la bande frontalière avec le Burkina et le Niger plus connue sous le vocable « Liptako Gourma », limitent l’approvisionnement de certains marchés. L’approvisionnement des marchés en céréales et en légumineuse reste suffisant dans l’ensemble. Il en est de même pour les autres denrées alimentaires importées grâce à l’assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et aux subventions à l’importation pour certains produits de premières nécessités dont le riz, la farine, l’huile et le sucre. Les sources principales de nourriture au cours de la période de janvier à mars sont : les achats avec un taux de ménage de 52% en janvier, 60% en février et 60% en mars et la propre production pour respectivement 45%, 37% et 37% des ménages. Ces données s’inscrivent dans la tendance normale qui voit la hausse progressive de la dépendance au marché des ménages.

Durant la période de l’étude, 74% des ménages disaient de stocks de riz en janvier contre 65% des ménages en mars 2021, soit une baisse de 9% consécutive à l’épuisement précoce des stocks dans les localités ayant connu une mauvaise production. Dans la même dynamique, en janvier,
les quantités de nourritures étaient appréciées suffisantes auprès de 86% des ménages contre 82% des ménages en mars 2021. De janvier à mars, la proportion de ménages disposant d’une couverture des besoins alimentaires d’un mois et plus est passée de 83% à 73%, en revanche, celle disposant moins d’un mois de consommation est passée de 17% à 27%. Ainsi, les réserves alimentaires restent très faibles pour 8% en janvier et 15% des ménages en mars 2021 car le niveau des stocks ne dépasse guère une semaine de consommation.

ACCES ALIMENTAIRE ET EVOLUTION DE LA DEMANDE

La diminution progressive des stocks familiaux et la hausse saisonnière des prix des céréales de base affectent négativement l’accès des ménages aux aliments en cette période de post-récolte. L’accès des ménages aux champs et aux marchés dans les régions du Nord, du Centre et la partie Nord de la région de Ségou est perturbée à cause de l’insécurité en cette période de contre-saison maraîchère etrizicole. Durant la période de janvier à mars 2021, 19% des ménages en janvier, 10% en février et 8% en mars éprouvaient des difficultés d’accès aux marchés à cause des distances longues et de la persistance de l’insécurité. Pendant la même période, l’insécurité limitant l’accès aux marchés a touché près de 21% des ménages particulièrement dans certaines localités du Centre et le Nord du pays. L’accès aux marchés pour satisfaire leurs besoins alimentaire et non alimentaire se fait à partir des revenus générés principalement par « la vente des produits agricoles », « le travail journalier (agricole/non agricole) », « le petit métier » et « les ventes de bétail et ses produits dérivés » et commerce/petit commerce. La baisse de revenus des ménages liée à la perturbation de l’environnement économique dans les zones d’insécurité et aux effets de la Covid-19 surtout en milieu urbain, réduit les capacités d’accès des ménages pauvres aux marchés pour satisfaire leurs besoins alimentaire et non alimentaire. Aussi, la baisse des envois des migrants est jugée élevée pour 58% des ménages en janvier, 98% en février et 81% en mars à la suite des restrictions liées à la recrudescence de la COVID-19 dans le pays d’accueil ; ce qui fragilise la situation alimentaire des ménages dépendant de ces envois.

Quant à l’accès physique aux marchés, les difficultés sont liées principalement à l’insécurité dans les zones Centre et Nord du pays qui continuent de réduire les fréquentations sur certains marchés.


La hausse saisonnière des prix des céréales est observée sur la période comme d’habitude mais plus marquée par endroits à la suite de la pression des acheteurs étrangers. Comparés à ceux de l’année dernière et à la même période, ces prix ont oscillé par rapport au mois précédent, entre -10 à +40% de janvier à mars 2021. Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix de la principale céréale au niveau des marchés des capitales régionales est similaire à supérieur avec respectivement les amplitudes -7 à 20% en janvier, -6 à 29% en février et 0 à 33% en mars . Quant aux denrées importées (pâtes alimentaires, lait, huile, sucre) les prix sont restés stables durant la période mais légèrement supérieurs à ceux de l’année dernière à la même période dans les régions de Tombouctou, Gao, Ménaka qui dépendent surtout de l’Algérie et de la Mauritanie pour ces produits alimentaires et qui continuent de trainer les séquelles des restrictions liées à la Covid-19. Ces niveaux de prix supérieurs à la moyenne pour la plupart affectent négativement l’accès des plus pauvres des zones d’insécurité qui connaissent une forte dégradation des moyens d’existence particulièrement pour les déplacés et aussi les pauvres victimes des inondations des mois de juillet à septembre. Selon les différents résultats du mVAM durant la période, les difficultés d’accès à la nourriture durant la période s’expliquent principalement par les difficultés financières touchant entre 49% et 50% de ces ménages, du niveau élevé des prix des denrées alimentaires touchant entre 7% et 6% des ménages de janvier à mars 2021. Cela est dû à la précarité des moyens d’existence liée aux effets de l’insécurité et de la COVID-19.

DIVERSITE ALIMENTAIRE DES FEMMES

Les données disponibles pour la période sont limitées, avec le nombre de femmes interrogées, et doivent donc être prise avec la plus grande prudence quant à leur représentativité. D’après les données disponibles, la situation n’a pas connu une évolution constante pour la période de janvier à mars 2021, elle a plutôt évolué en dent de scie. En effet, la proportion de femmes qui ont une diversité alimentaire considérée comme en crise ou pire (c’est-à-dire moins de 3 groupes d’aliments, selon la méthodologie du CH), est passée de 22% en janvier à 21% en mars avec un pic de 33% février.
Pendant cette même période, la proportion de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui ont une diversité alimentaire minimale (au moins 5 groupes aliments différents) est resté supérieure à 50% (respectivement 53% en janvier ; 54% en février et 50% en mars). Le groupes de céréales et celui d'autres légumes et feuilles sont les principaux groupes d'aliments consommés sur la période de janvier à mars 2021 avec une tendance constante sauf pour certains groupes. Ainsi, la proportion des femmes ayant consommé le groupe de légume feuilles vertes foncées est de 66% en janvier ; 50% en février et 55% en mars. Pour le groupe de fruit/légume feuilles riches en vitamine A, cette proportion varie de 25% à 48% respectivement février mars avec 29% en janvier.

A noter aussi que les données sur la diversité alimentaire des femmes n'apportent pas d'information sur la quantité des aliments consommés : de ce fait un suivi de la situation nutritionnelle des femmes, notamment les femmes enceintes et allaitantes ; et en particulier des carences en micronutriments reste nécessaire pour évaluer les besoins spécifiques en nutrient afin d'y apporter des réponses adaptées.

Graphique 2: Proportion de femmes interrogées ayant consommé les différents groupes d'aliments de janvier à mars 2021

7 ACCES AUX SERVICES DE SANTE ET NUTRITION

Les données mVAM de janvier à mars 2021 montrent une amélioration dans l'accès aux services de santé. Les répondants disent avoir eu des difficultés d'accès aux services de santé respectivement à 33,2% en janvier ; 23% en février et 19% en mars. Le manque de moyens financiers est la principale barrière au recours au système de santé. A cela s'ajoute la distance des centres de santé qui constitue également un frein.

Les données de suivi de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) ou modérée (MAM) dans les structures de santé montrent qu'au cours des mois de janvier à mars 2021, 56 181 enfants ont été pris en charges pour la malnutrition aiguë dont 27 475 pour la MAS soit une proportion de 49% (DHIS2, ministère de la santé). À la même période en 2020, 60 439 enfants avaient été pris en charge. On note que l'année 2021 a enregistré un peu moins de cas pris en charge par rapport à l'année précédente (-4 258).

Les données mVAM au cours du premier trimestre 2021 (janvier à mars) montre une diminution de la proportion des répondant ayant au moins un enfant de 6 à 23 mois affirmant que leurs enfants avaient été dépistés au cours du mois précédent. Elle est passée de 36% en janvier à 27% en mars (31% en février). Il ressort que les agents de santé suivis des relais communautaires effectuent principalement les dépistages. La stratégie de dépistage PB mère doit être encouragée parce qu'à termes elle devrait permettre l'amélioration du dépistage de routine et la détection précoce de la malnutrition.
CHANGEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE & STRATEGIES DE SUBSISTANCE

Durant ce 1er trimestre, la tendance a été presque maintenue pour les principales sources de revenu. La production/vente de produits agricoles, les petits métiers (maçon, menuisier, etc.) restent les deux premières sources de revenu pour les ménages même si la production/vente de produits agricoles connaît une baisse progressive dès le mois de janvier liée à l’épuisement des stocks. La baisse de l’intensité des activités agricoles de 7 point en janvier coïncide avec une fluctuation des petits métiers qui a augmenté de 18 points suivi d’une baisse de 16 points entre janvier et février et une hausse de 5 points en mars.

Le commerce qui a enregistré des baisses successives sur la période d’avril à décembre 2020 (à l’exception du mois d’août) a enregistré des hausses successives en janvier (2 points) et en février (5 points) et semble connaître un léger regain en constituant la troisième plus importante source de revenus des ménages malgré une baisse de -4 points en mars.

Le travail journalier (agricole/non agricole) enregistre une baisse de 13 points entre janvier et février et est remplacé par le commerce à la position de troisième principale source de revenu au cours des 2 derniers mois du trimestre.

L’artisanat reste la source de revenus avec la plus faible proportion des ménages dépendants en moyenne 1,5% de ménages durant le trimestre, soit 1,3% en janvier, 1,7% en février et 1,5% en mars.

La proportion de ménages dépendants de pêche/chasse/cueillette pour laquelle on observait une stabilité autour de 3% jusqu’en février a augmenté de +2,3 points soit 5,3% en mars.

Les variations observées sur la période du premier trimestre au niveau des sources de revenus (production/vente produits agricoles, petits métiers, travail journalier, commerce) s’expliquent par la fin des travaux champêtres notamment la récolte d’une part et d’autre part la reprise de certaines activités liées à l’allègement de l’application des mesures contre la COVID – 19 bien que la maladie soit toujours présente.
Le recours à leur économie et la réduction des dépenses non alimentaires sont les premières stratégies d’adaptations utilisées par les ménages pour répondre à leurs besoins alimentaires et non alimentaire, et/ou atténuer l’éventuel impact négatif de la situation actuelle ou de cette épidémie (Covid-19). Malgré la disponibilité de stocks alimentaires au niveau des ménages en cette période post-recolte(65% des ménages possèdent des stocks de céréales), la proportion de ménages ayant utilisé leur épargne comme stratégies d’adaptation reste élevée. Elle est de 31,6% en janvier, 38,5% en février et 46,6% en mars. De façon cumulative ou une fois les épargnes épuisés, les ménages réduisent également leurs dépenses non alimentaires pour satisfaire leurs besoins. L’aide des parents/amis/voisins et la sollicitation de l’aide des agences humanitaires mais aussi le recours au crédit ont constitué pour ce premier trimestre de l’année des stratégies non négligeables que les ménages ont utilisées pour faire face à leurs besoins alimentaire et non alimentaire.

La vente de biens productifs/non productifs (1,5% en janvier, 2,8% en février, 2% en mars) continue de faire partie des stratégies d’adaptation des ménages.

Les indicateurs de résultats associés à la consommation alimentaire (score de consommation alimentaire - SCA, indice simplifié des stratégies alimentaires d’adaptation – Rcsi et l’indice domestique de la faim-HHS ) des ménages issues de l’analyse des données mVAM indiquent une amélioration de la situation de sécurité alimentaire dans le pays à partir de janvier comparé aux derniers mois de l’année 2020.. Tous les indicateurs sus mentionnés connaissent une évolution positive entre les mois de décembre 2020 et janvier 2021 de l’ordre de -4% à plus de 11%. Ils suivent ensuite une tendance stable sur les mois de février et mars. La proportion des ménages avec consommation alimentaire pauvre et limite connaît une baisse de 4 points entre décembre 2020 et janvier 2021 en passant de 63,5% à 59%. Elle passe de 60,5% à 57,4% entre février et mars. La proportion des ménages qui ont utilisé des stratégies alimentaires de crise enregistre une baisse importante de 14 points entre décembre 2020 et janvier 2021 en passant de 25% à 10,8%. Elle évolue ensuite de 13% en février à 15% en mars. La proportion des ménages avec faim modérée à grave passe de 22,7% en décembre 2020 à 11,4% en janvier 2021 soit une baisse de -11%. Elle évolue de 10% à 12% entre les mois de février et mars.

| Carte 4: Distribution de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite en fin mars 2021 | Carte 5: Distribution de la proportion des ménages ayant un rCSI en crise en fin mars 2021 | Carte 6: Distribution de la proportion des ménages ayant un HHS en crise ou pire en fin mars 2021 |

9 | **PREOCCUPATIONS ACTUELLES DES MENAGES**

La principale préoccupation exprimée par les ménages reste la crainte d’une pénurie de nourriture (54,3% en fin mars). Viennent ensuite la peur d’attraper la maladie de la COVID-19 (25,4%), le manque de travail/d’emploi (18,2%) et la pénurie de médicaments/interruption des services médicaux (11,5%).

L’insécurité (en raison de la criminalité), et la perturbation de la source des moyens de subsistance constituent aussi des préoccupations actuelles des ménages.

En ce qui concerne leurs principaux besoins prioritaires, les ménages citent :

**Pour les femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA) :**
- Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales ; le lait/produits laitiers ainsi que les vitamines ;
- La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/ médicaments/moustiquaire), l’argent et le travail/ emploi;

**Pour les enfants de moins de 5 ans et les adolescents :**
- Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales ; le lait/produits laitiers ainsi que les vitamines ;
- La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/ médicaments/moustiquaire), l’éducation/ école et l’habillement.
Le niveau de l’insécurité alimentaire dans le pays reste élevé avec 866 990 personnes en crise alimentaire ou pire (période de Mars à Mai 2021).

Le niveau de mobilisation des ressources reste encore faible avec moins de 15% de financement soit 32,3 M$ sur un besoin de 232,4 M$.

Au cours du 1er trimestre, 330 303 personnes ont reçu une assistance alimentaire d’urgence (OBJ 1) ; et 224 245 personnes ont reçu un appui aux moyens d’existence dans le cadre de l’OBJ 2. Pour l’OBJ 3, 82 structures (services étatiques, ONG nationale, OSC/OP) ont bénéficié d’un renforcement de capacités.
CONCLUSIONS & RECOMMANDATIONS

Les indicateurs de résultats associés à la consommation alimentaire (score de consommation alimentaire - SCA, indice simplifié des stratégies alimentaires d’adaptation – Rcsi et l’indice domestique de la faim-HHS ) des ménages indiquent une amélioration de la situation de sécurité alimentaire dans le pays au cours du premier trimestre de l’année 2021. Tous les indicateurs de résultats de la consommation alimentaire connaissent une évolution positive entre les mois de décembre 2020 et janvier 2021 de l’ordre de -4% à plus de 11%. Ils suivent une tendance saisonnière normale pour la période.

La proportion des ménages avec consommation alimentaire pauvre et limite connaît une baisse de 4 points entre décembre 2020 et janvier 2021 en passant de 63,5% à 59%. Elle passe de 60,5% à 57,4% entre février et mars. La proportion des ménages qui ont utilisé des stratégies alimentaires de crise enregistre une baisse importante de 14 points entre décembre 2020 et janvier 2021 en passant de 25% à 10,8%. Elle évolue ensuite de 13% en février à 15% en mars. La proportion des ménages avec faim modéré à grave passe de 22,7% en décembre 2020 à 11,4% en janvier 2021 soit une baisse de -11%. Elle évolue de 10% à 12% entre les mois de février et mars.

L’amélioration de la situation alimentaire dans le pays s’explique essentiellement par les effets de l’amélioration des disponibilités alimentaires à la faveur des récoltes moyennes à bonnes à travers le pays. Dans l’ensemble les marchés sont suffisamment approvisionnés en céréales et en légumineuses. Il en est de même pour les autres denrées alimentaires importées grâce à l’assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et aux subventions à l’importation pour certains produits de premières nécessités dont le riz, la farine, l’huile et le sucre. Cependant la hausse saisonnière des prix des céréales est observée sur la période comme d’habitude mais avec des écarts importants par endroits à la suite de la pression des acheteurs étrangers. Comparés à ceux de l’année dernière et à la même période, ces prix ont oscillé, par rapport au mois précédent, entre -10 à 40% de janvier à mars 2021. Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix de la principale céréale au niveau des marchés des capitales régionales est similaire à supérieur avec respectivement les amplitudes -7 à 20%, -6 à 29% et 0 à 33% de janvier à mars 2021. Quant aux denrées importées (pâtes alimentaires, lait, huile, sucre) les prix sont restés stables durant la période mais légèrement supérieurs à ceux de l’année dernière à la même période dans les régions de Tombouctou, Gao, Ménaka qui sont dépendantes surtout de l’Algérie et de la Mauritanie pour ces produits alimentaires et qui continuent de trainer les séquelles des restrictions liées à la Covid-19. Ces niveaux de prix supérieurs à la moyenne pour la plupart affectent négativement l’accès des plus pauvres des zones d’insécurité qui connaissent une forte dégradation des moyens d’existence particulièrement pour les déplacés et aussi les pauvres victimes des inondations des mois de juillet à septembre.

L’insécurité, principalement dans le Nord et le Centre du pays voire le Nord de la région de Ségou, continue de perturber l’accès des ménages aux marchés voire aux champs en cette période de contre-saison maraîchère et rizicole. Durant la période de janvier à mars 2021, des ménages(19% en janvier, 10% en février et 8% en mars) éprouvaient des difficultés d’accès aux marchés à cause des distances longues et de la persistance de l’insécurité. Pendant la même période, l’insécurité limitant l’accès aux marchés a touché près de 21% des ménages particulièrement dans certaines localités du Centre et le Nord du pays.

La situation de diversité alimentaire pour les femmes a évolué en dent de scie durant la période de janvier à mars 2021. En effet, la proportion de femmes qui ont une diversité alimentaire de moins de 3 groupes d’aliments, selon la méthodologie du CH n’est pas du tout stable entre janvier et mars. En revanche la proportion des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) qui ont une diversité alimentaire d’au moins 5 groupes d’aliments différents est restée supérieure ou égale à 50%. Le groupes de céréales et celui d’autres légumes et feuilles sont principaux les groupes d’aliments consommés sur la période de janvier à mars 2021 avec une tendance constante sauf pour certains groupes. Ainsi, la proportion des femmes ayant consommé le groupe de légume/feuilles vertes foncées est supérieur à celle du mois de mars 2021. Pour le groupe de fruit/légume/feuilles riches en vitamine A, cette proportion est de plus en plus grande.

Il convient donc, pour l’Etat malien et ses partenaires, de poursuivre l’assistance alimentaire et l’appui aux moyens d’existence des ménages pauvres et vulnérables en tenant compte des besoins spécifiques et des vulnérabilités de certains groupes cibles (en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants) en termes de couverture, de durée et de valeurs de transferts.

Enfin, un suivi rapproché de la situation alimentaire, nutritionnelle et des marchés est essentielle considérant la recrudescence de la crise sanitaire dans le pays et à travers le monde et de la situation sécuritaire qui affecte les régions du nord et du centre.